CAMERA DEI DEPUTATI N. 3696

DISEGNO DI LEGGE

APPROVATO DAL SENATO DELLA REPUBBLICA

nella seduta del 19 ottobre 1982 (Stampato n. 2031)

PRESENTATO DAL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI

(COLOMBO)

DI CONCERTO COL MINISTRO DEL TESORO

(ANDREATTA)

E COL MINISTRO DELLA DIFESA

(LAGORIO)

—

Ratifica ed esecuzione dell'Accordo effettuato mediante Scambio di lettere tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica libanese per la partecipazione dell'Italia alla Forza multinazionale di pace a Beirut

Trasmesso dal Presidente del Senato della Repubblica alla Presidenza della Camera il 20 ottobre 1982

DISEGNO DI LEGGE

—

ART. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'Accordo effettuato mediante Scambio di lettere tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica libanese per la partecipazione dell'Italia alla Forza multinazionale di pace a Beirut, firmato a Beirut il 19 agosto 1982.

ART. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto nello Scambio di lettere.

ART. 3.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale.*

Testo dell'Accordo tra Italia e Libano effettuato mediante Scambio di lettere per la partecipazione italiana alla Forza multinazionale di pace per Beirut.

Beyrouth, le 18 août 1982

« Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de me référer aux conversations que nous avons eues ainsi qu'à la resolution du Conseil des Ministres datée de ce-jour.

Je me réfère également au calendrier établi par le Gouvernement libanais, après consultation avec les parties interessées, en vue d'assurer le retrait, hors du territoire libanais, de la Direction politique palestinienne et de ses Bureaux, ainsi que des combattants relevant de n'importe qu'elle Organisation palestinienne qui se trouvent à Beyrouth de façon à:

1) assurer la sécurité physique du personnel palestinien en istance de départ de Beyrouth;

2) assurer la sécurité physique des autres habitants de la région de Beyrouth;

3) favoriser la restauration de la souveraineté et de l'autorité du Gouvernement libanais dans la région de Beyrouth.

Dans ce contexte, le Gouvernement libanais s'addresse à quelques Etats amis en vue de contribuer à la constitution d'une Force multinationale à Beyrouth.

Dans ce cadre, le mandat de cette Force multinationale sera d'assister d'une manière appropriée les Forces Armées libanaises dans l'accomplissement des responsabilités susmentionnées conformément au calendrier ci annexé, et aux tâches qui seront assignées à chaque contingent national.

La Force multinationale ne peut exercer d'autres fonctions qu'en vertu d'un Accord mutuel qui serait conclu à cet effet. Il est expressement entendu que dans ce cas où le retrait du personnel palestinien visé ci-dessus, ne s'effectue pas conformément au calendrier ci-joint, pour n'importe quel motif, le mandat de la Force multinationale prendra fin d'office et immédiatement.

Dans le cadre de ce qui précède, j'ai l'honneur de demander que le Gouvernement italien contribue à la Force multinationale par l'envoi d'un bataillon à Beyrouth. La dite contribution obéira également aux dispositions suivantes:

le contingent italien exercera son activité dans le cadre du mandat de la Force multinationale:

le contingent sera soumis au commandement du Gouvernement italien.

Le contingent italien opèrera en éntroite coordination avec les Forces armées libanaises. Il designera des officiers de liaison auprès des dites Forces qui en feront de même.

Dans l'accomplissement de sa mission, le contingent italien n'engagera pas des opérations militaires hormis le cas de légitime défense.

Il est convenu que le contingent italien devra quitter le Liban au plus tard un mois après son arrivée et éventuellement plus tôt à la requête du Gouvernement libanais ou plus tard en accord entre nos deux Gouvernements, ou en cas de terminaison de sa mission comme prévu ci-haut.

Le Gouvernement libanais et les Forces armées libanaises prendront toutes mesures de nature à assurer la protection du personnel du contingent italien. Ce contingent jouira de la liberté de mouvement et des droits necessaires pour accomplir sa mission.

En conséquence, il beneficiera de toutes les facilités requises à cette fin, notemment des privilèges et immunités accordés au personnel diplomatique de l'Ambassade d'Italie à Beyrouth y compris l'exemption des formalités d'entrée, de sortie, de sejour et de douanes au Liban. De même, les biens et equipement du contingent introduits au Liban seront exempts de tous impôts, taxes, ou droits de quelque nature qu'ils soient.

Je vous propose que la dite lettre ainsi que la reponse de Votre Excellence constituent un Accord entre nos deux Gouvernements qui prendra effet à la date de la signature de cet Accord et à la conclusion d'Accords similaires entre le Gouvernement libanais et les Gouvernements americain et français. Cet Accord sera sujet — si besoin est — aux procédures constitutionelles appropriées, et Vous prie d'agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'expression de ma très haute considération ».

Fouad BOUTROS

Vice Premier Ministre et
Ministre des Affaires Etrangères

Son Excellence

Franco LUCIOLI OTTIERI DELLA CIAIA

Ambassadeur d'Italie

BEYROUTH

ANNEXE

CALENDRIER DES DEPARTS

21 août 1982: jour de départ.

Les éléments avancés de la Force multinationale (FMN) — environ 350 hommes — débarqueront au port de Beyrouth à 05,00 heures environ et se déploieront dans la région du port de Beyrouth en prévision des premiers départs de groupes de l'OLP par voie de mer.

Entretemps les Forces armées libanaises (FAL) se déploieront dans la région de Beyrouth aux positions dont il a deja été convenu en premier dans la région dite de la ligne de demarcation, afin de aider au départ du personnel de l'OLP. Les FAL occuperont les positions occupées par l'OLP.

L'OLP fera en sorte que les forces du Mouvement national (MN) qui avaient occupée ces positions conjointement avec l'OLP se retireront aussi.

Au fur et à mesure, les FAL prendront toute autre position qu'elles jugeront nécessaires en vue d'aider au départ du personnel de l'OLP. Entretemps, le premier groupe du personnel de l'OLP se regroupera en prévision de son départ par voie de mer plus tard dans la journés (ou en date du 22 août). Le navire ou les navires qui seront utilisés à cet effet arriveront à quai le 21 août.

Les premiers groupes peuvent inclure les blessés et les malades qui peuvent être transportés en application d'arrangements — par mer ou par voie de terre, ou conjointement — à leurs destination dans d'autres pays.

Le premier ou les premiers groupes du personnel de l'OLP destinés à rejoindre la Jordanie et l'Irak s'achemineront de leur point de rassemblement jusqu'aux navires de commerce, en vue de leur transport par voie de mer.

22 août 1982:

Tous les groupes destinés à rejoindre la Jordanie ou l'Irak auront embarqué à bord de leurs navires et pris la mer.

Rééditant l'exemple suivi en date du 21 août, les groupes de l'OLP destinés à rejoindre la Tunisie se regrouperont et s'achemineront jusqu'au port de Beyrouth en vue de leur départ par voie de mer.

23 août 1982:

Tout le personnel de l'OLP destiné à rejoindre la Tunisie complètera son regroupement et embarquera pour la Tunisie à bord d'un navire de commerce.

Le personnel de l'OLP destiné à rejoindre le Sud-Yémen se regroupera et s'acheminera jusqu'au navire en vue de son départ à cette date ou plus tard en date du 24 août.

24-25 août 1982:

Regroupement et départ par voie du mer du personnel destiné à rejoindre le Nord-Yemen.

25 août 1982:

Pourvu que des arrangements logistiques satisfaisants aient été conclus, les premiers groupes du personnel de l'OLP destinés pour la Syrie se regrouperont et se dirigeront jusqu'en Syrie, par voie de terre, en empruntant le route Beyrouth-Damas.

Les éléments français avancés de la FMN se trouvant dans la région du port auront déjà pris les positions convenues sur la dite route dans la région de Beyrouth comme condition pour aider au départ de l'OLP vers la Syrie par voie de terre.

Les FAL joignent aux français en occupant ces positions. S'il devait être convenu que ces groupes devraient se rendre jusqu'en Syrie par voie de mer plutôt que par voie de terre.

Ce calendrier de départ sera aussi sujet à modification afin d'assurer la mise en oeuvre des impératifs logistiques.

26-28 août 1982 (environ):

Le restant des forces de la FMN (originaire des Etats-Unis, de la France et d'Italie) arrivera dans la région de Beyrouth et se déploiera sur des emplacements convenus tels que déterminés par le Comité de liaison et de coordination.

Cette operation pourrait être concomittante au transfert des éléments français avancés se trouvant déjà dans la région du Port et ailleurs, à d'autres emplacements dans la région de Beyrouth.

26-27-28 août:

Les groupes de l'OLP destinés à rejoindre la Syrie continueront à proceder — par voie de terre ou de mer — vers la Syrie.

22 août - 4 septembre:

Prise en charge par les FAL de l'armément de l'OLP, de son equipement militaire et des ses munitions de manière continuélle et ordonnée.

29-30-31 août:

Redeploiement hors de Beyrouth des éléments Syriens de la Force arabe de dissuasion.

1-4 septembre:

Terminaison du départ jusqu'en Syrie — par voie de terre ou de mer — de tout le personnel de l'OLP et de l'ALP destiné à rejoindre la Syrie.

2-3 septembre:

Regroupement et départ par mer de tout le personnel de l'OLP destiné à rejoindre le Soudan.

Regroupement et départ par mer de tout le personnel de l'OLP destiné à rejoindre l'Algerie.

4-21 septembre:

La FMN prête son concours aux FAL à travers des arrangements tels qu'ils pourraient être convenus entre les gouvernements concernés, en vue d'assurer la permanence d'une bonne securité tout au long de l'operation.

21-26 septembre:

Départ de la FMN.

Beyrouth le 18 août 1982.

Beyrouth, le 19 août 1982

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre que Votre Excellence m'a adressée en date de ce jour, dans les termes suivantes:

« Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de me référer aux conversations que nous avons eues ainsi qu'à la resolution du Conseil des Ministres datée de ce-jour.

Je me réfère également au calendrier établi par le Gouvernement libanais, après consultation avec les parties interessées, en vue d'assurer le retrait, hors du territoire libanais, de la Direction politique palestinienne et de ses Bureaux, ainsi que des combattants relevant de n'importe qu'elle Organisation palestinienne qui se trouvent à Beyrouth de façon à:

1) assurer la sécurité physique du personnel palestinien en istance de départ de Beyrouth;

2) assurer la sécurité physique des autres habitants de la région de Beyrouth;

3) favoriser la restauration de la souveraineté et de l'autorité du Gouvernement libanais dans la région de Beyrouth.

Dans ce contexte, le Gouvernement libanais s'addresse à qualques Etats amis en vue de contribuer à la constitution d'une Force multinationale à Beyrouth.

Dans ce cadre, le mandat de cette Force multinationale sera d'assister d'une manière appropriée les Forces Armées libanaises dans l'accomplissement des responsabilités susmentionnées conformément au calendrier ci annexé, et aux tâches qui seront assignées à chaque contingent national.

La Force multinationale ne peut exercer d'autres fonctions qu'en vertu d'un Accord mutuel qui serait conclu à cet effet. Il est expressement entendu que dans ce cas où le retrait du personnel palestinien visé ci-dessus, ne s'effectue pas conformément au calendrier ci-joint, pour n'importe quel motif, le mandat de la Force multinationale prendra fin d'office et immédiatement.

Dans le cadre de ce qui précède, j'ai l'honneur de demander que le Gouvernement italien contribue à la Force multinationale par l'envoi d'un bataillon à Beyrouth. La dite contribution obéira également aux dispositions suivantes:

le contingent italien exercera son activité dans le cadre du mandat de la Force multinationale;

le contingent sera soumis au commandement du Gouvernement italien.

Le contingent italien opèrera en éntroite coordination avec les Forces armées libanaises. Il designera des officiers de liaison auprès des dites Forces qui en feront de même.

Dans l'accomplissement de sa mission, le contingent italien n'engagera pas des opérations militaires hormis le cas de légitime défense.

Il est convenu que le contingent italien devra quitter le Liban au plus tard un mois après son arrivée et éventuellement plus tôt à la requête du Gouvernement libanais ou plus tard en accord entre nos deux Gouvernements, ou en cas de terminaison de sa mission comme prévu ci-haut.

Le Gouvernement libanais et les Forces armées libanaises prendront toutes mesures de nature à assurer la protection du personnel du contingent italien. Ce contingent jouira de la liberté de mouvement et des droits necessaires pour accomplir sa mission.

En conséquence, il beneficiera de toutes les facilités requises à cette fin, notemment des privilèges et immunités accordés au personnel diplomatique de l'Ambassade d'Italie à Beyrouth y compris l'exemption des formalités d'entrée, de sortie, de sejour et de douanes au Liban. De même, les biens et equipement du contingent introduits au Liban seront exempts de tous impôts, taxes, ou droits de quelque nature qu'ils soient.

Je vous propose que la dite lettre ainsi que la reponse de Votre Excellence constituent un Accord entre nos deux Gouvernements qui prendra effet à la date de la signature de cet Accord et à la conclusion d'Accords similaires entre le Gouvernement libanais et les Gouvernements americain et français. Cet Accord sera sujet — si besoin est — aux procédures constitutionelles appropriées, et Vous prie d'agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'expression de ma très haute considération ».

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement italien donne son accord sur ce qui précède.

Il est en particulier entendu que le départ du bataillon italien au cas de terminaison de sa mission aura lieu en tenant compte de la necessité d'assurer les temps tecniques et les modalités nécessaires au retrait du dit contingent.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

Franco LUCIOLI OTTIERI

Ambasciatore d'Italia
in Libano

Son Excellence

Fouad BOUTROS

Vice-Premier Ministre et
Ministre des Affaires Etrangères

BEYROUTH

TRADUZIONE NON UFFICIALE

Beirut, 18 agosto 1982

« Signor Ambasciatore,

ho l'onore di riferirmi sia alle conversazioni che abbiamo avuto sia alla risoluzione del Consiglio dei Ministri di oggi.

Mi riferisco ugualmente al calendario stabilito dal Governo libanese, dopo consultazioni con le parti interessate, con lo scopo di assicurare il ritiro, fuori dal territorio libanese, sia della direzione politica palestinese e dei suoi uffici, sia dei combattenti dipendenti da qualunque organizzazione palestinese che si trovano a Beirut in modo da:

1) assicurare l'incolumità fisica del personale palestinese in partenza da Beirut;

2) assicurare l'incolumità fisica degli altri abitanti della regione di Beirut;

3) favorire il ristabilimento della sovranità e della autorità del Governo libanese nella regione di Beirut.

In questo contesto, il Governo libanese si rivolge ad alcuni Stati amici al fine di contribuire alla creazione di una Forza multinazionale a Beirut.

In questo quadro il mandato di questa Forza multinazionale sarà di assistere in modo appropriato le Forze armate libanesi nella attuazione delle responsabilità sopra menzionate conformemente al calendario allegato, ed ai compiti che saranno assegnati a ciascun contingente nazionale.

La Forza multinazionale non potrà esercitare altre funzioni se non in virtù di un Accordo che sarà concluso a tal fine. È espressamente inteso che nel caso in cui il ritiro del personale palestinese sopra indicato non si effettui in conformità al calendario allegato, per qualunque motivo, il mandato della Forza multinazionale avrà fine d'ufficio ed immediatamente.

Nel quadro di ciò che precede, ho l'onore di chiedere che il Governo italiano contribuisca alla Forza multinazionale con l'invio di un battaglione a Beirut. Tale contributo sarà soggetto altresì alle seguenti disposizioni:

il contingente italiano eserciterà la sua attività nel quadro del mandato della Forza multinazionale;

il contingente sarà sottoposto al comando del Governo italiano.

Il contingente italiano opererà in stretto collegamento con le Forze armate libanesi. Esso designerà degli ufficiali di collegamento presso tali Forze, le quali faranno altrettanto.

Nell'esecuzione della sua missione, il contingente italiano non effettuerà operazioni militari tranne che in caso di legittima difesa.

È convenuto che il contingente italiano dovrà lasciare il Libano al più tardi entro un mese dal suo arrivo ed eventualmente più presto su richiesta del Governo libanese, o più tardi in base ad un accordo tra i nostri due Governi, o in caso di termine della sua missione come sopra previsto.

Il Governo libanese e le Forze armate libanesi prenderanno tutte le misure idonee ad assicurare la protezione del personale del contingente italiano. Detto contingente godrà della libertà di movimento e dei diritti necessari per compiere la sua missione.

In conseguenza, esso beneficierà di tutte le facilitazioni richieste a tal fine, in particolare dei privilegi e delle immunità accordate al personale diplomatico dell'Ambasciata italiana a Beirut ivi compresa l'esenzione dalle formalità di entrata, di uscita, di soggiorno e di dogana in Libano. Ugualmente i beni e l'equipaggiamento del contingente introdotti nel Libano saranno esenti da ogni imposta, tassa o diritto di qualunque natura.

Le propongo che la presente lettera e la risposta di V.E. costituiscano un Accordo tra i due Governi, che avrà effetto dalla data della firma di questo Accordo e della conclusione di simili accordi tra il Governo libanese e i Governi americano e francese. Questo Accordo sarà sottoposto — se necessario — alle procedure costituzionali appropriate e la prego di gradire, Signor Ambasciatore, l'espressione della mia più alta considerazione ».

FOUAD BOUTROS

Vice Primo Ministro
e Ministro degli Affari Esteri

Sua Eccellenza

Franco LUCIOLI OTTIERI DELLA CIAIA

Ambasciatore d'Italia

BEIRUT

Allegato

CALENDARIO DELLE PARTENZE

21 agosto 1982: Giorno della partenza.

Le truppe avanzate della Forza Multinazionale (FMN) (circa 350 uomini) sbarcheranno nel Porto di Beirut alle ore 05,00 circa e si dislocheranno nella regione del Porto di Beirut in previsione delle prime partenze via mare dei gruppi dell'OLP.

Nel frattempo, le Forze Armate Libanesi (FAL) si dislocheranno nella regione di Beirut, nelle posizioni già convenute, in un primo momento, nella regione detta della Linea di demarcazione, al fine di favorire la partenza del personale dell'OLP.

Le FAL occuperanno le posizioni già occupate dall'OLP.

L'OLP farà sì che si ritirino anche le forze del Movimento Nazionale (MN) che avevano occupato dette posizioni insieme all'OLP.

Le FAL occuperanno via via ogni altra posizione che giudichino necessaria ai fini di favorire la partenza del personale dell'OLP. Nel frattempo, il primo contingente del personale dell'OLP si raggrupperà in previsione della partenza via mare al più tardi nel corso della giornata stessa (o in data 22 agosto). La nave o le navi che saranno utilizzate a tale scopo attraccheranno in banchina il 21 agosto.

I primi contingenti possono comprendere i feriti e i malati trasportabili in applicazione degli accordi — via mare o via terra o nei due modi — verso le loro destinazioni in altri Paesi.

Il primo o i primi contingenti del personale dell'OLP destinati a recarsi in Giordania e in Iraq, si dirigeranno dal loro punto di raggruppamento fino alla nave o alle navi mercantili previste per il loro trasporto via mare.

22 agosto 1982:

Tutti i contingenti destinati a recarsi in Giordania o in Iraq si imbarcheranno sulle navi loro destinate che prenderanno il largo.

Sull'esempio di quanto effettuato in data 21 agosto, i gruppi dell'OLP destinati a recarsi in Tunisia si riuniranno e si dirigeranno verso il Porto di Beirut in vista della loro partenza via mare.

23 agosto 1982:

Tutto il personale dell'OLP destinato a recarsi in Tunisia completerà il proprio raggruppamento e si imbarcherà per la Tunisia a bordo di una nave mercantile.

Il personale dell'OLP destinato a recarsi nello Yemen del Sud si raggrupperà e si incammminerà fino alla nave in vista della sua partenza il giorno stesso o al più tardi in data 24 agosto.

24-25 agosto 1982:

Raggruppamento e partenza via mare del personale destinato a recarsi nello Yemen del Nord.

25 agosto 1982:

Purchè siano stati conclusi arrangiamenti logistici soddisfacenti, i primi contingenti del personale dell'OLP destinati a recarsi in Siria si raggrupperanno e si dirigeranno in Siria via terra, percorrendo la strada Beirut-Damasco.

Le truppe avanzate francesi della FMN dislocate nella regione del Porto avranno già occupato le posizioni convenute lungo la suddetta strada, nella regione di Beirut, al fine di favorire la partenza dell'OLP per la Siria via terra.

Le FAL si uniranno ai francesi occupando dette posizioni.

Ove si convenisse che tali contingenti debbano recarsi in Siria via mare invece che via terra, detto calendario di partenza sarà a sua volta modificato per consentire la realizzazione dei necessari arrangiamenti logistici.

26-28 agosto 1982 (circa):

Le restanti forze della FMN (originaria degli Stati Uniti, della Francia e dell'Italia) giungeranno nella regione di Beirut e si dislocheranno in postazioni convenute, stabilite dal Comitato di collegamento e di coordinamento.

Tale operazione potrebbe essere concomitante al trasferimento, in altre postazioni della regione di Beirut, delle truppe avanzate francesi che si trovino nella regione del Porto e altrove.

26-27-28 agosto:

I gruppi dell'OLP destinati a recarsi in Siria continueranno a dirigersi — via terra o via mare — verso la Siria.

22 agosto-4 settembre:

Consegna alle FAL, in modo continuo e ordinato, dell'armamento dell'OLP, del suo equipaggiamento militare e delle sue munizioni.

29-30-31 agosto:

Nuovo dislocamento fuori di Beirut delle truppe siriane della Forza Araba di dissuasione.

1-4 settembre:

Completamento della partenza per la Siria — per via di terra o di mare — di tutto il personale dell'OLP e dell'ALP destinato a raggiungere la Siria.

2-3 settembre:

Raggruppamento e partenza via mare di tutto il personale dell'OLP, destinato a recarsi in Sudan.

Raggruppamento e partenza via mare di tutto il personale dell'OLP destinato a recarsi in Algeria.

4-21 settembre:

La FMN presterà la propria collaborazione alle FAL, mediante accordi che potranno essere conclusi tra i Governi interessati, al fine di assicurare che venga mantenuta una buona condizione di sicurezza nel corso di tutta l'operazione.

21-26 settembre:

Partenza della FMN.

Beirut, 18 agosto 1982.

Beirut, 19 agosto 1982

Signor Ministro,

ho l'onore di accusare ricevuta della lettera che Vostra Eccellenza mi ha inviato in data odierna, del seguente tenore:

« Signor Ambasciatore,

ho l'onore di riferirmi sia alle conversazioni che abbiamo avuto sia alla risoluzione del Consiglio dei Ministri di oggi.

Mi riferisco ugualmente al calendario stabilito dal Governo libanese, dopo consultazioni con le parti interessate, con lo scopo di assicurare il ritiro, fuori dal territorio libanese, sia della direzione politica palestinese e dei suoi uffici, sia dei combattenti dipendenti da qualunque organizzazione palestinese che si trovano a Beirut in modo da:

1) assicurare l'incolumità fisica del personale palestinese in partenza da Beirut;

2) assicurare l'incolumità fisica degli altri abitanti della regione di Beirut;

3) favorire il ristabilimento della sovranità e della autorità del Governo libanese nella regione di Beirut.

In questo contesto, il Governo libanese si rivolge ad alcuni Stati amici al fine di contribuire alla creazione di una Forza multinazionale a Beirut.

In questo quadro il mandato di questa Forza multinazionale sarà di assistere in modo appropriato le Forze armate libanesi nella attuazione delle responsabilità sopra menzionate conformemente al calendario allegato, ed ai compiti che saranno assegnati a ciascun contingente nazionale.

La Forza multinazionale non potrà esercitare altre funzioni se non in virtù di un Accordo che sarà concluso a tal fine. È espressamente inteso che nel caso in cui il ritiro del personale palestinese sopra indicato non si effettui in conformità al calendario allegato, per qualunque motivo, il mandato della Forza multinazionale avrà fine d'ufficio ed immediatamente.

Nel quadro di ciò che precede, ho l'onore di chiedere che il Governo italiano contribuisca alla Forza multinazionale con l'invio di un battaglione a Beirut. Tale contributo sarà soggetto altresì alle seguenti disposizioni:

il contingente italiano eserciterà la sua attività nel quadro del mandato della Forza multinazionale;

il contingente sarà sottoposto al comando del Governo italiano.

Il contingente italiano opererà in stretto collegamento con le Forze armate libanesi. Esso designerà degli ufficiali di collegamento presso tali Forze, le quali faranno altrettanto.

Nell'esecuzione della sua missione, il contingente italiano non effettuerà operazioni militari tranne che in caso di legittima difesa.

È convenuto che il contingente italiano dovrà lasciare il Libano al più tardi entro un mese dal suo arrivo ed eventualmente più presto su richiesta del Governo libanese, o più tardi in base ad un accordo tra i nostri due Governi, o in caso di termine della sua missione come sopra previsto.

Il Governo libanese e le Forze armate libanesi prenderanno tutte le misure idonee ad assicurare la protezione del personale del contingente italiano. Detto contingente godrà della libertà di movimento e dei diritti necessari per compiere la sua missione.

In conseguenza, esso beneficierà di tutte le facilitazioni richieste a tal fine, in particolare dei privilegi e delle immunità accordate al personale diplomatico dell'Ambasciata italiana a Beirut ivi compresa l'esenzione dalle formalità di entrata, di uscita, di soggiorno e di dogana in Libano. Ugualmente i beni e l'equipaggiamento del contingente introdotti nel Libano saranno esenti da ogni imposta, tassa o diritto di qualunque natura.

Le propongo che la presente lettera e la risposta di V.E. costituiscano un Accordo tra i due Governi, che avrà effetto dalla data della firma di questo Accordo e della conclusione di simili accordi tra il Governo libanese e i Governi americano e francese. Questo Accordo sarà sottoposto — se necessario — alle procedure costituzionali appropriate e la prego di gradire, Signor Ambasciatore, l'espressione della mia più alta considerazione ».

Ho l'onore di far sapere a Vostra Eccellenza che il Governo italiano concorda su quanto precede. Resta inteso, in particolare, che la partenza del battaglione italiano avrà luogo tenendo conto della necessità di assicurare i tempi tecnici e le modalità necessarie al ritiro di detto contingente.

Voglia gradire, signor Ministro, l'espressione della mia più alta considerazione.

FRANCO LUCIOLI OTTIERI

Ambasciatore d'Italia in Libano

Sua Eccellenza

FOUAD BOUTROS

Vice Primo Ministro e
Ministro degli Affari Esteri

Beirut